

LE CHAT DÉCHAÎNÉ



CONTRIBUTION AUX LUTTES ANTI-AUTORITAIRES

PRIX LIBRE

septième année – n° 14 (nouvelle série)

septembre 2026

RÉPRESSION EN TERRES NEUCHÂTELOISES

Les opérations génocidaires se poursuivent en Palestine, tant dans la Bande de Gaza, dévastée, qu'en Cisjordanie, où les colons et l'armée israélienne se déchaînent pour accélérer la colonisation. Le sud du Liban subit aussi les assauts sionistes : déplacements forcés de population, nettoyage ethnique, incendies volontaires, destruction de réservoirs d'eaux et de sites historiques, assassinats...

Depuis fin 2023, face aux intentions clairement génocidaires de l'État israélien (qui est un État colonial et d'apartheid fondé sur des opérations massives de nettoyage ethnique), les manifestations pro-palestiniennes se succèdent en Suisse et dans le canton de Neuchâtel. L'État s'est tout de suite mobilisé pour surveiller et réprimer les mobilisations. On se rappelle de S. D., alias Marco Lazzarini, ce flic neuchâtelois

qui a essayé d'espionner une assemblée étudiante à l'Université de Neuchâtel en mai 2024, lors d'une occupation en solidarité avec le peuple palestinien et pour le boycott académique des entités israéliennes (lire aussi dans *Le Chat déchaîné* de novembre 2024).

La Suisse, complice de génocide

La Suisse se place résolument dans le camp de la puissance coloniale israélienne. Comme souvent, elle sert de base arrière pour des opérations coloniales, impérialistes et militaires (menées notamment par les États-Unis).

(suite p. 3)



Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)

rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds
Facebook : Fédération Libertaire des Montagnes
Instagram : flm.montagnes
Twitter : flm_montagnes
flm@espacenoir.ch

Pour nous soutenir :
CCP 12-419903-8
IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8



La FLM se réunit une fois par mois. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez nous rencontrer ou participer à une réunion (sans engagement).



Le Chat déchaîné

« publication anarchiste sur supports divers
et à périodicité variable »

Tour à tour affiche murale, brochure, publication en format A4, feuille d'agitation, reproduction de textes anarchistes, compte-rendu de conférence, compilation d'analyses, actualités, paroles de chansons, le *Chat déchaîné* est un organe de diffusion de la Fédération Libertaire des Montagnes, aux format et sous-titre changeants et à la périodicité fluctuante (on le sort quand on trouve de la motivation, quoi). Réalisé bénévolement par des militant·es, vendu à prix libre lorsque le format s'y prête, le Chat déchaîné vise à renforcer les luttes au niveau local, par le biais d'informations sur les événements à venir ou passés, de matériel culturel ou encore d'analyses. Alors que la classe politique et le paysage médiatique se droitisent à vitesse grand V, il est important de développer notre propre narratif et nos propres médias. Demandez-nous les versions électroniques (à retrouver aussi sur wiki-libertaire.ch), imprimez, photocopiez, diffusez, reprenez les textes, commentez-les !



Espace Noir (Saint-Imier) fêtera ses 40 ans du 11 au 20 septembre 2026 !
Programme et inscription pour les bénévoles sur espacenoir.ch

RÉPRESSION EN TERRES NEUCHÂTELOISES

(suite de la p. 1)

L'information n'est pas secrète. Les médias, comme le *Courrier*, mais aussi la *WOZ*, la *RTS* et même la *Tribune de Genève*, sans compter les collectifs militants, informent régulièrement sur les entités qui soutiennent le génocide et/ou la colonisation : UBS, AXA, BNS, la Caisse de pension de la Ville de Zurich, la Caisse de pension de l'État de Vaud, la SUVA, Alpes Lasers (à Saint-Blaise dans le canton de Neuchâtel), Elbit, RAMI, StarragTornos, Ricor, Trumpf, Metallux, Mipa Coatings, Georg Fischer, Swissto12, Glencore, Lockheed Martin, l'armée, les écoles polytechniques, certaines universités, et d'autres encore.

Si certain·es font mine de ne pas voir l'implication concrète de la Suisse dans le processus génocidaire en cours, c'est soit de la bêtise pure, soit une adhésion *de facto* au projet colonial israélien. Dans tous les cas, ceux qui freinent ou répriment la solidarité internationaliste tout en laissant des entités complices de génocide opérer depuis la Suisse se rendent elleux-mêmes complices de génocide.

Répression

Des procédures sont en cours concernant plusieurs manifestations à Neuchâtel et une à La Chaux-de-Fonds. Un militant est accusé (sans preuve) d'être l'organisateur d'une manifestation qui a perturbé

la circulation des bus. Deux militant·es sont inquiété·es pour une manifestation le 5 octobre 2025, quand la circulation ferroviaire a été brièvement bloquée. Une de ces personnes est aussi accusée d'avoir mené une manifestation à La Chaux-de-Fonds le 2 octobre 2025.

Dans tous ces cas, des amendes pour manifestation sans autorisation ont été prononcées, au mépris du droit international et de la jurisprudence de la CEDH. En tout, entre les amendes, les frais de justice et les prétentions des CFF et de TransN (sans même compter les centaines de jours-amende avec sursis), on parle d'environ 19'000 francs. Les trois activistes ont fait opposition à leur condamnation et sont en attente d'une date. Un militant de BDS avait été convoqué au tribunal pour fin août, mais environ deux semaines avant le procès, il a appris que ce dernier était reporté.

Voyage en Absurdie

Le cas de La Chaux-de-Fonds est éclairant sur la violence somme toute absolument banale de l'État répressif. La personne concernée n'a pas organisé la manifestation, qui a réuni quelques dizaines de personnes dès 22 heures. Elle a rejoint le cortège vers 22h45. Malgré cela, le qualificatif de « meneur » lui a été attribué et la police prétend que le militant était aux « avant-postes » de la manifestation alors qu'il n'était pas encore à La Chaux-de-Fonds. S'ajoute

aussi l'accusation (sans preuve) d'appel à la violence contre UBS et AXA, avec courrier calomnieux envoyé à ces deux crapules par le Ministère public à titre d'information. Rien que pour cette manifestation (qui n'a pas perturbé grand-chose), on parle de 500 francs de frais pour la cause (dont 40 francs pour graver deux courtes vidéos et une image sur un DVD), 300 francs d'amende et 30 jours-amende avec sursis.

La police est sous la responsabilité de la verte Céline Vara, et le Conseil d'État (à majorité de gauche, avec aussi une majorité de gauche au Grand Conseil) n'agit pas pour empêcher les soutiens de l'État génocidaire d'opérer dans notre canton. La « socialiste » Florence Nater

s'est même opposée à une pétition pourtant peu ambitieuse, au nom du « vivre-ensemble » dont elle est responsable.

La droite soutient presque unanimement l'État génocidaire israélien. La gauche d'accompagnement (PS, Vert·es, mais aussi Union Syndicale Suisse) ne fait pas grand-chose à part rappeler de grands principes vides et soutenir le *business as usual* tout en critiquant les actions militantes et les positions anti-coloniales et anti-impérialistes. Ce n'est pas ça qui va nous arrêter. Vive la solidarité internationaliste. Vive la lutte armée du peuple palestinien.

**R. A. avec Perturbations,
périodique de critique écologiste**

Contre la répression, soutenir les camarades

Virements bienvenus à

Fédération Libertaire des Montagnes

La Chaux-de-Fonds

Postfinance

CCP 12-419903-8

IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8

mention antirép palestine

Aussi possible en cash, aux événements de soutien organisés par la FLM ou les Jeunes POP, et aux stands de la Grève du Climat.



FEUX DE PAILLE ET PISTOLETS À EAU

Écologie – Début juillet, alors que les forêts de l'Europe brûlaient, que des locataires sous les combles se retrouvaient à dormir dans les parcs pour fuir la canicule et que les hôpitaux se retrouvaient surchargés avec des chambres à plus de 40 degrés, les médias traditionnels français dénichaient un sujet manifestement bien plus alarmant.

Au lieu d'essayer de comprendre par quels décisions politiques nous en étions arrivés là, toute la France faisait connaissance avec un certain Hamzah, un enfant de 14 ans venant d'un quartier populaire qui aspergeait les passants qui refusaient de lui donner 2 euros. Des incivilités finalement bien dérisoires et une information qui en temps normal, ne dépasserait pas le statut d'anecdote de quartier.

L'emballlement médiatique prêterait à sourire s'il n'avait pas fait le lit du fascisme. Écoutant ses instincts de vautours,

l'extrême-droite française en a fait un symbole de « l'ensauvagement de la société » tout en exprimant à nouveau sa volonté de supprimer les aides sociales aux parents de délinquants. Pour les médias Bolloré, l'affaire était du pain béni.

Se drapant normalement dans leur toge de protecteur de la famille traditionnelle, ces tristes personnes n'ont eu aucun scrupule à insulter sur la place publique un mineur déjà bien harcelé sur les réseaux sociaux. L'origine du garçon y étant sans doute pour quelque chose.

Alors que le monde brûle, les chaînes des milliardaires préfèrent qu'on exerce notre colère sur un adolescent racisé plutôt que sur eux. Espérant faire croire qu'un pistolet à eau est bien plus dangereux que leurs existences.

Jiji

RETOURNEMENT ACCUSATOIRE

Écologie – Les canicules s'enchaînent dans plusieurs pays d'Europe depuis le printemps. Fortes chaleurs et sécheresses forment un cocktail terrible, et les incendies s'enchaînent en France, en Espagne, en Grèce, en Italie, en Suisse... Plusieurs régions d'Afrique sont aussi fortement touchées. Face aux feux, aux destructions de forêts, champs et même habitations, aux coups de chaud, aux enfants ou aux vieux qui suffoquent dans les institutions,

le camp climatosceptique se déchaîne, et veut faire croire que c'est de la faute des écolos.

Ce camp, largement ancré à droite, multiplie les arguments fallacieux, voire tout simplement mensongers. On a beaucoup entendu parler de la climatisation, surtout en France (où les températures ont pu dépasser les 40 °C). Les « écolos » (ce n'est jamais très clair de qui on parle, mais EELV, les Vert·es de gouvernement,

ont été largement pris·es à partie) sont accusé·es d'avoir empêché d'installer la clim'. C'est faux. Les écolos disent que la clim' ne résout pas tout (on ne peut pas climatiser une forêt ou un champ), et que sa consommation énergétique empire le problème (même avec une électricité relativement peu carbonée « grâce » au nucléaire français). Surtout, EELV, ou les ailes les plus écologistes des autres partis, n'ont jamais vraiment été au pouvoir, en tout cas pas dans des positions qui leur auraient permis d'avoir une grande influence sur la clim'. Et c'est pareil pour l'agriculture, l'entretien des forêts et autres inondations, en France, aux États-Unis, au Brésil. *Reporterre* en parlait en novembre 2024 (« Les écologistes, nouveaux coupables de la crise climatique ») : « À Valence, en Espagne, les écologistes sont accusés par les réactionnaires d'avoir aggravé les inondations qui ont provoqué la mort de plus de 200 personnes en octobre [2024]. Le parti d'extrême droite, Vox, leur reproche d'avoir détruit des barrages et d'avoir refusé de nettoyer les rivières. En réalité, seules de petites retenues en fin de vie avaient été détruites dans les années 2000, sans effet sur l'importance des dégâts, assurent les experts. »

En Suisse, la droite est aussi à la manœuvre. Le PLR semble adopter une ligne opportuniste selon le sens du vent (sans jamais remettre en cause la course à la croissance). L'UDC, elle, adopte une ligne extrêmement agressive. Elle a longtemps minimisé le réchauffement climatique, et minimisé voire nié l'influence

humaine sur celui-ci. On se rappelle un tous-ménages ignoble en 2019, pour contrer les grèves étudiantes pour le climat, le réveil des associations écologistes et la vague verte électorale qui pointait. Son climatoscepticisme, voire climato-négationnisme, s'érode au fil des ans, au moins dans les discours. Sans que le parti d'extrême-droite se fasse plus écologiste.

L'UDC a lancé en 2023 une initiative (dite pour la durabilité) pour limiter la population suisse à dix millions d'habitant·es, heureusement rejetée – mais de peu – en votation populaire le 14 juin 2026. Cette initiative reprenait une rhétorique écofasciste, pour faire admettre un agenda raciste et xénophobe et des mesures qui rappelaient les terribles initiatives Schwarzenbach. Ce n'était pas la première fois que l'extrême-droite suisse voulait limiter la population (en réalité : l'immigration) pour des raisons environnementales. L'initiative Écopop poursuivait déjà ce but il y a plus de dix ans. Mais il est évident que l'UDC n'est pas devenue écolo entre 2019 et 2023 et ne s'est pas ralliée à la durabilité. Ce parti s'oppose systématiquement ou presque à toute mesure de protection de l'environnement, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de réglementation sur la pollution, veut couper dans les budgets qui permettent de préserver les milieux naturels et la biodiversité, soutient les méga-projets autoroutiers même quand ils signifient la destruction de terres agricoles...

Face aux canicules et sécheresses actuelles, l'UDC est bien obligée de

reconnaître que la situation est grave. Même Albert Rösti, conseiller fédéral particulièrement écocide, ancien président de SwissOil et longtemps à la solde du lobby automobile, déclare qu'il ne s'attendait pas à une situation si terrible. Et il a le culot de prétendre que personne à l'UDC ne nie le réchauffement climatique.

Est-ce que l'extrême-droite se fait désormais chanter de la lutte contre le changement climatique ? Bien sûr que non. Tout au plus accepte-t-elle du bout des lèvres quelques mesurette pour ne pas être trop impopulaire. Souvent, elle continue même à aller franchement dans la mauvaise direction. Rösti vient de supprimer les fonds pour adapter les forêts au réchauffement climatique.

Dans le même temps, l'extrême-droite rejette la faute sur les autres. Peu après la votation du 14 juin, on voyait un peu partout des gens dire qu'il aurait fallu voter pour l'initiative « 10 millions » à chaque mauvaise nouvelle environnementale. On verra si ce genre de discours perdure, mais il semble évident que la dernière initiative raciste de l'UDC laissera des

traces aussi dans les débats environnementaux.

Ces accusations ne sont pas fortuites, et pas non plus totalement spontanées. Les stratégies de droite et d'extrême-droite répandent volontairement, et de manière organisée, ce genre de narratif, en Suisse et ailleurs. Cela permet à la fois de rejeter la faute sur la gauche écologiste, de faire diversion (si on est occupé à taper sur les Vert·es, on ne se penche pas sur les effets réelles des majorités bourgeoises, PLR, UDC, PDC... – même s'il n'y a pas toujours besoin d'être si subtil pour faire diversion, voir l'article précédent), d'ancrer l'idée que les écolos sont contre-productifs sur leur propre terrain. Donc *in fine* de ne rien faire tout en s'en auto-satisfaisant, alors qu'on vit le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité les plus rapides que la vie ait jamais connus.

Encore une fois, si on veut sauver les meubles, il faut se débarrasser du capitalisme et de sa course à la croissance, et combattre fermement le camp bourgeois.

R. A.



CONGRÈS DE LA FA

Organisation – Un membre de la FLM s’est rendu en mai à Merlieux (France) pour le 84^e congrès de la Fédération Anarchiste (FA), à laquelle la FLM a adhéré après les rencontres internationales anarchistes de 2012 à Saint-Imier (tout en restant à l’époque membre de l’Organisation Socialiste Libertaire au niveau suisse, qui participait au réseau Anarkismo). En ces temps de réaction et de montée du fascisme et de l’autoritarisme au niveau mondial, il est pressant de s’organiser et de multiplier les liens, y compris à travers les frontières des États-nations. Les groupes membres de la FA participent à de nombreuses luttes, internationalistes, antimilitaristes, anticapitalistes, écologistes, ouvrières, féministes,

etc. Elle permet également de maintenir une librairie (Publico, à Paris), un mensuel (Le Monde libertaire) ou encore une radio (Radio Libertaire), et de faire vivre des réseaux internationaux, notamment via l’Internationale des Fédérations Anarchistes (IFA). Pour la FLM, c’est aussi l’occasion de (re)nouer des liens avec des camarades d’outre-Doubs.

Le congrès a adopté deux résolutions : l’une contre l’état « d’alerte de sécurité nationale », contre le militarisme, pour le droit à l’objection ; l’autre pour réaffirmer le caractère révolutionnaire de la FA et l’impasse du système représentatif. Il a aussi redistribué divers mandats fédéraux.

réd.



CARAC POUR TOUXTES !

Autogestion – Le week-end des 6 et 7 (ah, ces jeunes...) juin 2026, le collectif ABAL (Association Autogérée Bénévole du Littoral) a investi les anciens abattoirs de Serrières (Neuchâtel), à l’abandon depuis trois décennies, pour y installer CARAC, un centre culturel autogéré. Concerts, apéros, pétanque, cours de danse classique et autres joyeusetés ont animé le quartier quelques jours. Les milieux culturels locaux ont largement

soutenu : une lettre de soutien disponible sur climatestrike.ch a été signée par plus d’une centaine d’artistes, salles de concerts, théâtres, festivals...

Mais ce n’est pas du goût de l’exécutif (deux PS, deux Vertes, une PLR) qui a porté plainte, fait démolir les lieux (askip c’était prévu) et assimilé CARAC à rien de moins que l’invasion de l’Ukraine. Bravo la gôche.

R. A.

Le Black Friday revient

Retrouvez pour la sixième fois un marché gratuit, une buvette à prix libre et diverses animations au centre-ville de Neuchâtel.

Rendez-vous le 27 novembre dans l'après-midi.

LACRYMOS ET RÉSISTANCE POPULAIRE

Sommet – Le G7 s'est réuni à Évian, en France, au bord du lac Léman. Le G7, c'est les gouvernements de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni qui se réunissent pour accorder leurs agendas (avant, la Russie participait aussi, mais elle a été exclue du club).

Ce genre de sommets internationaux (G7, G8, G20, OMC, forum de Davos, etc.) sont des moments importants pour coordonner les efforts des tenants de l'ordre capitaliste. Et les encravatés ne sont pas contents quand on vient perturber leurs cocktails. En 1999, le mouvement altermondialiste, les autonomes et les anars ont tellement perturbé un sommet de l'OMC à Seattle que plein de petits apartés (c'est évidemment dans les discussions de couloirs plutôt que dans les plénières que se joue l'important) ont été annulés. Les années suivantes, les valets des grands de ce monde se sont déchaînés, comme en 2001 à Gênes, où la flicaille a assassiné Carlo Giuliani et torturé des dizaines de manifestant·es. Ou en 2003 près de Genève où un flic schaffhousois a failli tuer deux activistes.

Le 14 juin, Genève a accueilli une manifestation massive, ouverte par un

tronçon impressionnant de la Grève féministe. Quelques vitrines de banque, des caméras de surveillance et une Tesla ont fait les frais du cortège.

Cortège qui s'est élancé entre des barrières en métal cadénassées (la police a menti en disant qu'elles ne l'étaient pas) et a subi des jets suffocants de gaz lacrymogènes et de diverses projectiles policiers. Plusieurs centaines de personnes ont été nassées sans motif durant toute la nuit à la Perle du Lac. Une pratique (illégale) qui se répand.

Malgré la répression massive, les contrôles intempestifs, les fouilles (y compris de cars de la Grève féministe, hors de Genève), des flics de toute la Suisse et même d'autres pays, l'armée, les intimidations avant la manif, la foule était au rendez-vous et elle était solidaire. Aux premiers jets de lacrymos, on a vu des centaines (peut-être des milliers) de personnes sortir sérum physiologique et masques FFP2.

On peut faire mieux. Le pouvoir tremble mais il ne vacille pas encore. Camarade, prépare ton drapeau noir et ton masque pour la prochaine !

R. A.

SOUFFRANCES À LA FERME DU SOLEIL & ACTION SYNDICALE

Bienne – Le 21 août, la FAU (Freie Arbeiter*innen Union, syndicat de base), convoquait la presse avec ce message : *« Depuis mars 2025, le syndicat de base FAU s’engage pour de meilleures conditions de travail et un traitement plus respectueux des enfants et des jeunes à la Ferme du Soleil à Bienne. Les personnes concernées, ancien.ne.s et actuel.le.s employé.e.s, dénoncent non seulement des conditions de travail problématiques, avec des violations du droit du travail et du code des obligations, mais aussi la manière dont les enfants sont traités, qu’ils jugent intolérable. Un signalement a également été déposé auprès de l’Office des Mineurs de Berne. À ce jour, la FAU représente plus d’une douzaine d’employé.e.s. »*

La Ferme du Soleil (FdS) est gérée par la fondation Arboa, qui administre aussi deux autres lieux. Elle accueille une dizaine d’enfants placé·es francophones.

En mars 2025, la FAU a été contactée par une ex-employée. Elle a démissionné de la FdS car les conditions de travail et, surtout, la pédagogie appliquée aux enfants étaient devenus insupportables à gérer et menaçaient sa santé (risque de burnout).

Elle ne supportait plus le chantage, le système basé sur des punitions/récompenses et des privations, en contradiction totale avec les méthodes pédagogiques enseignées à la Haute École de Travail

Social. Par ailleurs, elle dénonce la façon dont le personnel est traité. Elle souligne le manque d’informations concernant l’histoire des enfants à leur charge, l’absence de supervision, une formation continue insuffisante et une gestion administrative bordélique – des procès-verbaux non adoptés, information tardive des horaires de travail, la transmission erratique des documents de base tels que le règlement du personnel et l’échelle salariale.

Les démissions s’enchaînent rapidement au sein de l’institution, et cette personne a réuni rapidement une dizaine d’ex-employé·es révolté·es par la gestion de la FdS.

Les problèmes ont été remontés à la direction, avec le soutien de la FAU. Mais l’employeur semble prendre tous ces problèmes avec désinvolture et tente de freiner l’action du syndicat.



La FAU a présenté à la presse le 21 août plusieurs cas concrets où la pratique de l'employeur, souvent illégale, a pesé négativement sur les salarié·es et les personnes en formation (mauvais encadrement pour les apprenti·es, salaires impayés, exploitation de stagiaires, certificats de travail tendancieux...).

Les dysfonctionnements touchent les enfants, et certains ont été signalés à l'Office des mineurs du canton de Berne : sécurité des enfants (notamment en lien avec une dotation en personnel insuffisante), qualité de prise en charge des enfants et punitions, suivi des besoins individuels, gouvernance inadéquate qui empêche la remontée et la prise en compte des alertes, opacité dans la gestion, notamment du budget alloué aux enfants...

Les personnes représentées par la FAU demandent :

Au Conseil de Fondation d'Arboa

- Gestion participative de la FdS
- Ouverture de négociations pour un nouveau règlement du personnel
- Formation continue du personnel et supervision externe régulières.
- Mise en place d'un concept pédagogique répondant aux besoins des enfants placés
- Accès aux informations des enfants placés
- Cahier des charges transparent pour chaque salarié·e établi en fonction de la formation.

Au canton de Berne et à l'Office des mineurs

- Précision quant à la dotation en personnel et transmission de cahiers des charges, clairs et définis en fonction de la formation, au personnel.
- Transparence dans le résultat des conclusions des contrôles de l'Office des mineurs.
- Évaluation en profondeur des compétences de gestion de la Direction de FdS et des Ressources Humaines d'Arboa.
- Négociation d'une convention collective de travail cantonale pour les institutions résidentielles pour enfants et personnes handicapées avec les syndicats concernés.
- Interdiction d'engager des personnes de moins de 18 ans dans des institutions résidentielles pour enfants et pour personnes handicapées.
- Interdiction de former du personnel jusqu'à la résolution des défaillances constatées dans les institutions, afin de protéger le personnel en formation.

Notons finalement qu'en juin 2026, le responsable de la Ferme du Soleil a démissionné et est devenu chef de l'Unité de prestations socioéducatives UPSE à Neuchâtel.

FAU, adapté par la rédaction

DÉSERTION ET RÉSISTANCE

Ukraine – Depuis plusieurs mois, la conscription forcée se durcit en Ukraine. Très tôt après le début de la guerre à grande échelle contre la Russie, les hommes définis comme en âge de combattre ont eu l'interdiction de quitter le pays. Désormais, les recruteurs militaires procèdent à de véritables enlèvements pour grossir les rangs de l'armée, provoquant parfois d'importantes ripostes populaires.

La FLM, comme d'autres organisations du mouvement anarchiste (mais de loin pas toutes) a toujours soutenu la légitimité des habitant·es de l'Ukraine à résister à l'invasion russe, y compris par la lutte armée, et y compris quand des anarchistes ont rejoint (souvent en désespoir de cause) l'armée officielle.

Mais nous avons aussi toujours souligné – et c'est valable pour tous les conflits, ce le serait aussi si un État « socialiste » était impliqué – le droit à l'objection de conscience et à la désertion. L'État ukrainien ne devrait pas pouvoir forcer qui que ce soit à se battre. Nul·le n'a le droit de faire de nous de la chair à canon. Ni de nous transformer en assassins.

Nous appelons à la fois à soutenir la résistance contre l'invasion russe (y compris en attaquant, en Europe occidentale, les intérêts de l'État et des oligarques



russes), et à soutenir inconditionnellement toutes les personnes qui fuient la guerre, femmes, hommes, enfants, personnes âgées ou en âge de combattre (quoi que ça veuille dire).

C'est d'ailleurs parfaitement honteux que la désertion ne soit plus un motif d'asile en Suisse. Et c'est honteux que dans de plus en plus de cantons, le droit à l'aide d'urgence pour les familles ukrainiennes soit remis en cause voire révoqué. Que crèvent toutes les armées, que crèvent toutes les frontières.

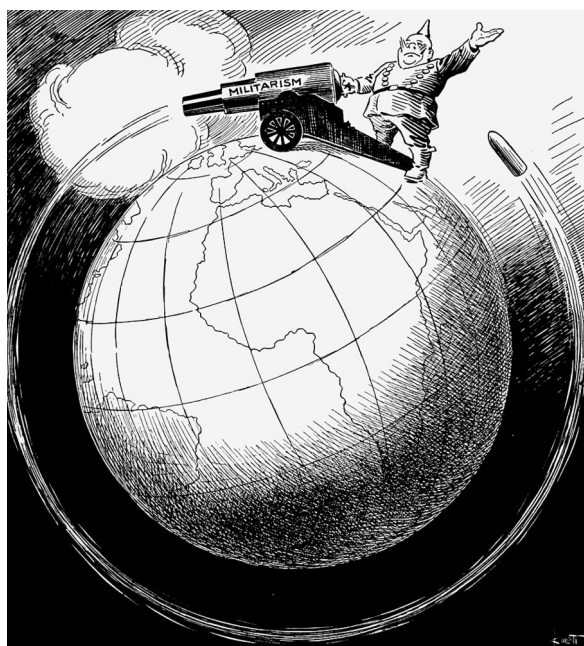
R. A.

Illustration : Masereel

2 OCTOBRE : CONTRE LA MILITARISATION

Manifestation – La Grève du Climat, Uniexs contre l'Austérité, le Syndicat des Services Publics (SSP) et le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), rejoints par diverses formations de gauche, organisent une manifestation le 2 octobre à Neuchâtel. Sauf changement de dernière minute, rendez-vous à 18h à la gare

(départ du cortège à 18h30). Le mot d'ordre : contre l'austérité, contre la militarisation, pour la justice climatique. Nous reproduisons ci-dessous un texte d'appel à manifester adopté par la Grève du Climat, le GSsA et Uniexs contre l'Austérité et auquel la FLM souscrit.



Contre l'austérité – Contre la militarisation Pour le climat et la justice climatique

L'austérité, la militarisation et la destruction du vivant découlent d'un même système économique et politique qui depuis de trop nombreuses années monopolise les richesses, met les peuples en concurrence et exploite tant les humains que la planète. Ce ne sont pas des crises indépendantes, mais trois expressions d'une même logique de domination au service des intérêts d'une minorité. En 2026, comme depuis des années, nous,

travailleuseux, étudiantes, personnes précarisées, subissons des attaques constantes contre nos droits sociaux.

L'austérité s'inscrit dans une logique néolibérale active depuis les années 1970 dans le monde et en Suisse, détruisant les acquis sociaux gagnés de haute lutte face aux classes dominantes. À l'inverse, on investit massivement dans la militarisation et les grandes entreprises bénéficient de cadeaux fiscaux indécents. Le néo-

libéralisme est une forme de capitalisme particulièrement débridée, mais c'est bien le capitalisme lui-même, dévastateur, extractiviste et aliénant, le problème.

Nous nous opposons frontalement aux logiques austéritaires et à tous les programmes austéritaires présents et futurs. Nous voulons un renforcement des services publics financés par un impôt progressif ciblant en priorité les grandes fortunes. Nous voulons l'amélioration des conditions de travail dans les secteurs public, parapublic et privé. Plus généralement, nous nous opposons à un système capitaliste prédateur des humainexs comme des non-humainexs, renforçant des dynamiques d'oppressions structurelles, qu'elles soient patriarcales, racistes ou validistes. Nous voulons une société débarrassée des logiques de profit et d'exploitation, une société de chacunex selon ses moyens, à chacunex selon ses besoins.

L'austérité s'inscrit dans une offensive plus large, capitaliste, réactionnaire, fascisante et impérialiste, visant à préserver un ordre économique inégalitaire. La Suisse, comme de nombreux autres pays et sous la pression de la droite et de l'extrême-droite nationales, déploie une militarisation massive, particulièrement onéreuse, particulièrement grave et dangereuse. Alors que l'éducation, la culture, l'écologie et les services publics subissent des coupes drastiques, les chambres fédérales font passer de nombreuses mesures pour renforcer le pouvoir de l'armée, avec entre autres, l'aug-

mentation de la TVA, un impôt particulièrement injuste. Ce ne sont pas des contraintes budgétaires mais des choix politiques. Ces mesures servent avant tout à renforcer l'industrie suisse et internationale de l'armement. On investit dans des entreprises qui exportent la mort à l'international et on achète à des entreprises de l'armement jouant un rôle clé dans le génocide en Palestine. De tous les bords, on retrouve un nationalisme exacerbé, dont l'armée est un des moteurs, créant un sentiment national, renforçant la défiance envers l'extérieur. Les guerres détruisent des territoires, accélèrent les émissions de gaz à effet de serre et détournent des ressources immenses qui devraient être consacrées à répondre aux urgences sociales et écologiques. Par conséquent, nous nous opposons à toute logique militariste, à toute augmentation du budget de l'armée, à tout achat dans des entreprises d'armement. Nous nous opposons également à une logique de militarisation des frontières, de répression des classes les plus précaires et de répression des mouvements sociaux. Nous voulons que la Confédération coupe tous ses ponts avec ces entreprises et appelle à leur démantèlement, autant en Suisse qu'à l'étranger. Nous appelons toutes les forces sociales et écologistes conséquentes à réaffirmer leur internationalisme et leur antimilitarisme. Nous sommes contre les frontières et contre toute séparation artificielle entre travailleuseux et peuples du monde entier. Nous rejetons les logiques nationalistes, qui poussent à la guerre et légiti-

ment l'exploitation au service des classes dominantes.

Les logiques d'exploitation et de domination ne s'arrêtent pas aux frontières. Elles touchent aussi les peuples les plus exposés aux conséquences du changement climatique. Le même système qui pousse à la guerre organise aussi le pillage des ressources naturelles et l'aggravation de la crise climatique. Le réchauffement climatique, bien que n'épargnant personne, touche en priorité les populations les plus précaires, autant à l'échelle nationale qu'internationale. Affaiblir les services publics, c'est s'attaquer encore plus violemment à ceux qui sont en première ligne. Ce sont les ouvrières, les personnes institutionnalisées, âgées, à la rue, en prison, handicapées. Les moyens existent. Mais ils sont aujourd'hui orientés vers les profits privés et la militarisation plutôt que vers les besoins de la population. C'est pourquoi nous voulons des services publics renforcés, qui répondent aussi aux conséquences déjà dévastatrices du changement climatique. Conséquences encore une fois visibles durant cet été suffocant. Mais s'adapter à ces conséquences ne suffit pas, il s'agit aussi de s'attaquer à la racine du problème, à l'extractivisme et à la recherche criminelle du profit. L'austérité est voulue par les entreprises les plus écocidaires et leurs suppôts sous la coupole. L'austérité, le démantèlement des services publics, de la recherche et des contre-pouvoirs leur profite. Nous voulons un soutien public à la recherche,

massif, pour qu'elle s'axe aussi autour de la lutte contre le changement climatique et à son adaptation, de manière vraiment indépendante. Les services publics ont aussi besoin de financement pour pouvoir avoir une transition radicale vers un modèle plus vertueux et soutenable, tout comme l'ensemble de la société. Nous voulons une planification écologique vraiment démocratique, un développement massif et un large subventionnement des transports publics, une transformation radicale du parc immobilier avec non seulement une rénovation complète des passoires thermiques mais aussi un habitat repensé de manière collective, à l'abri des lobbies immobiliers qui gonflent artificiellement les loyers ainsi que la sortie des énergies fossiles et de toute logique destructrice du vivant.

Parce que ces trois crises procèdent d'une même logique, elles appellent une réponse commune. Face à l'austérité, à la militarisation et à la catastrophe climatique, nous opposons la solidarité, la justice sociale, l'internationalisme et la défense du vivant. Nous refusons que les classes populaires paient pour des crises créées par un système qui privilégie les profits d'une minorité. Nous voulons sortir des logiques marchandes et de domination qui sous-tendent notre monde actuel. Nous voulons une société fondée sur l'égalité, l'autodétermination des peuples et le respect des limites planétaires.



LA LITTÉRATURE AU PEUPLE !

CHAPITRE TROIS



Culture – D’une famille modeste, René Frégny passe toute son enfance et sa jeunesse dans un quartier populaire de Marseille. Dès sa première année scolaire, il subit les moqueries des enfants qui l’appellent « quatre œil ». Blessé, il jette ses lunettes et n’en portera plus jusqu’à l’âge de 19 ans. Il traîne, toute sa jeunesse, avec une bande de chenapans dans les rues de Marseille. À quinze ans, il quitte définitivement toute scolarité et travaille avec son père comme peintre en bâtiment sur les chantiers. Cette activité ne l’intéresse pas, et à 19 ans il part en stop pour Istanbul où il travaillera dans des restaurants. Devant revenir en France pour effectuer son service militaire, il arrive à la caserne en retard de deux mois après avoir parcouru les routes d’Europe avec beaucoup d’insouciance. Considéré comme déserteur, il est condamné à six

mois de prison militaire par le tribunal militaire de Metz. La prison militaire est un lieu d’inspiration pour lui : il passe ses journées d’incarcération à lire et à écrire. Il se rend compte que lire est un voyage et écrit ses premiers poèmes et quelques nouvelles. Le détenu de la cellule voisine est professeur de philosophie, et grâce à lui, Frégny prend goût à la lecture. Il s’évade de la prison militaire et repart sur les routes avec de faux papiers. Il sera considéré à nouveau déserteur pendant cinq ans.

Par la suite, il travaille durant dix ans en tant qu’aide-soignant, puis infirmier dans un hôpital psychiatrique de Marseille. Passionné d’écriture, il rédige chaque jour le journal de bord de l’hôpital. C’est en rédigeant cette chronique des jours à l’asile qu’il décide de tenter d’écrire un premier roman. Il quitte l’hô-

pital, se réfugie dans un petit cabanon où pendant trois ans, il se consacre à l'écriture de son premier roman, *Les chemins noirs*, qui paraît en 1988 et obtient le prix du roman populiste l'année suivante.

En 1990, René Frégny entame une série de visites auprès de détenus afin de leur faire découvrir l'écriture. Ces rendez-vous hebdomadaires vont durer vingt ans. Lors de ces ateliers, il fait écrire les détenus sur des sujets aussi variés que le voyage, le suspense, la poésie ou la correspondance amoureuse. Grâce à l'écriture, il tente de rendre la prison un peu plus humaine avec des mots, pour faire entrer dans les cellules les bruits du monde extérieur. *Carnets de prison ou l'oubli des rivières* retrace cette expérience.

En 2004, la réalité rattrape la fiction. René Frégny est placé en garde à vue pendant trois jours pour une supposée affaire de blanchiment d'argent dans un restaurant qu'il cogère avec un ancien « voyou ». Il raconte le harcèlement judiciaire dont il fait l'objet dans *Tu tomberas la nuit*. Il explique : « Les voyous ont des calibres, moi j'ai pris mon stylo et j'ai criblé le juge de mots. » Il est complètement blanchi de cette affaire en 2014.

Il a écrit une vingtaine de romans dont plusieurs pour enfants. Toute son œuvre chemine entre la noirceur des hommes, la lumière de la mer et la beauté des femmes.

Vous pouvez aller voir son site : <https://livres-fregni.org/>

Just Thierry

RÉÉDITION

Histoire – À l'occasion d'une causerie organisée par la Grève du Climat en mars dernier, dédiée à l'histoire du republicanisme et du socialisme en Pays de Neuchâtel durant le « long XIX^e siècle », une brochure sur le Parti socialiste neuchâtelois a été rééditée. Enfin, rééditée, c'est peut-être un bien grand mot, mais on en trouve des exemplaires imprimés sommairement et le pdf peut être téléchargé sur wiki-libertaire.ch. ***Le Parti pettaveliste, appelé faussement Parti socialiste neuchâtelois, est un danger public*** a été écrit par Auguste Spichiger, militant anarchiste, membre de l'Association Internationale des Travailleurs et de sa

Fédération jurassienne, puis actif dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire. Il a d'abord été édité en 1913 par le groupe du Théâtre social de La Chaux-de-Fonds et imprimé à Lausanne par l'Imprimerie des Unions Ouvrières. Document intéressant, témoin des débats idéologiques ayant court au tournant du siècle, révélateur aussi de conflits interpersonnels (Spichiger se place d'ailleurs au-dessus de la mêlée, alors qu'il y participait énergiquement), ce texte mérite d'être relu. Il a été additionné de deux courtes biographies de l'auteur et d'un article rédigé par Hans-Peter Renk pour *solidaritéS*.

réd.

MAI

Dans les décombres fumants
Se font occire les justes
La fumée cache les crimes
La cruauté et la honte

La poudre et son odeur
Embaument les survivants
Dans un linceul
De cendres

Pourtant
Germinal dans les veines
Leur sang fait pousser
Les graines du lendemain

Dans les siècles qui viendront
Les fantômes de mai
Peupleront les rues
Et triompheront à nouveau



Jiji

DES MANIFS ET D'AUTRES TRUCS

11 avril : manif pour la Palestine à Lausanne.

20 avril : manif Stop Pillage à Lausanne

1^{er} mai : manifs et mobilisations variées dans toute la Suisse et un peu partout dans le monde. On a même commencé le 30 avril à Neuchâtel. Belle présence anarchiste et de la FLM à Fleurier et à La Chaux-de-Fonds le 1^{er} mai.

22 mai : manif contre l'initiative raciste de l'UDC, à Berne, organisée par la Grève du Climat.

24 mai : brunch de la Bibliothèque libre à Serrières (Neuchâtel).

28-30 mai : anniversaire des dix ans de Droit de rester Neuchâtel et de L'Amar ; exposition, tables rondes, concerts, grosse parade de la Place Pury à Serrières, par le bord du lac.

30 mai : stands des Grands-Parents pour le Climat et alliés à Neuchâtel à l'occasion du Jour du Dépassement.

6 juin : ouverture de CARAC à Serrières.

13 juin : manif féministe à Neuchâtel.

14 juin : très grosse manif à Genève pour la Grève féministe et contre le G7.

20 juin : soirée antirép à Espace Noir (Saint-Imier, voir p. 1), avec la Chorale anarchiste de Lausanne, délicieux curry et discussions sur la répression.

27 juin : soirée antirép à Béthanie (Serrières), avec concerts de hardcore organisés par les Jeunes POP.

2-9 juillet : camp anti-IA près de

Schaffouse, d'abord dans le canton de Zurich, puis déplacement en Allemagne puis à Schaffouse suite à un harcèlement policier soutenu.

4 juillet : rassemblements anti-impérialiste devant l'ambassade étasunienne ; puis sur la place fédérale avec la communauté albanaise pour protester contre la destruction du littoral au profit de proches de Trump.

11 juillet : manif anti-impérialiste à Neuchâtel, à l'initiative des Jeunes POP.

18 juillet : important rassemblement antifasciste à Vidy (près de Lausanne), après qu'un homme a été tabassé par des néo-nazis au prétexte qu'il portait un T-shirt antifa.

28 juillet : rassemblement devant l'hôtel-de-ville de Neuchâtel pour dire qu'on n'a pas abandonné le projet CARAC.

8 août : incursion dans l'ancien cinéma Corso, vide depuis des années, à La Chaux-de-Fonds, pour visibiliser les espaces vides et les besoins de locaux alors que la ville se rêve capitale culturelle 2027.

13-16 août : camping sur fracking à Glovelier.

20 août : manif pro-palestinienne à Lugano malgré la pluie, alors que le Maccabi Tel Aviv jouait au Tessin.

21 août : rassemblement à Lausanne pour l'annulation du licenciement (suite à une pression médiatique liée à ses positions pro-palestiniennes) de Joe Daher par l'université de Lausanne.

2 OCTOBRE 2026 MANIFESTATION

POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE
CONTRE L'AUSTÉRITÉ

CONTRE LA MILITARISATION



rassemblement 18h
départ 18h30
gare de Neuchâtel



***26 septembre
manif
entre nous pas de frontières
14h, Schützenmatte, Berne***



DANS CE NUMÉRO

Répression en terres neuchâteloises (1, 3-4) – Feux de paille et pistolets à eau (5) – Environnement : retournement accusatoire (5-7) – Congrès de la FA (8) – Carac pour touxtes (8) – G7 (9) – Souffrances infantiles et action syndicale (10-11) – Ukraine : désertion et résistance (12) – Contre la militarisation (13-15) – La littérature au peuple : Frégny (16-17) – Réédition (17) – Poème : Mai (18) – Des manifs et d'autres trucs (19)